

AURELIEN AGBENONCI À KAGA BANDORO POUR SOUTENIR LA COMMUNAUTÉ HUMANITAIRE



UN Photo / MINUSCA

Après les récentes violences survenues depuis le 26 septembre à Bangui et dans certaines provinces de l'intérieur du pays, les autorités de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), effectuent régulièrement des visites de terrain pour rappeler l'importance du vivre ensemble et de la cohésion sociale, encourager les projets communautaires et réitérer à tous le soutien de l'ONU. C'est

dans ce cadre que s'inscrit la visite, le 14 octobre, du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Représentant résident du PNUD, Aurélien Agbenonci, à Kaga-Bandoro, dans le Centre du pays.

A Kaga-Bandoro, le Représentant spécial adjoint, qui a inscrit cette visite dans sa volonté de toucher du doigt les réalités de

►► Suite à la page 02

SOMMAIRE

- Aurélien Agbenonci à Kaga Bandoro pour soutenir la communauté humanitaire ► page 01
- En bref ► page 03
- Sécurité : la situation en voie de stabilisation à Bangui ► page 03
- Un tribunal spécial pour juger les

- crimes commis en Rca ► page 04
- Le calme est revenu à Sibut ► page 04
- La MINUSCA soutient les victimes de la récente crise ► page 05
- Bangui : la MINUSCA a l'écoute des habitants de Boy-Rabe ► page 05

- Convois commerciaux : la MINUSCA poursuit la sécurisation de l'axe Bouar-Bangui ► page 06
- La MINUSCA appelle les groupes armés à respecter leurs engagements ► page 07



vie et de travail de la communauté humanitaire, mais aussi d'échanger avec les populations, a transmis le soutien de l'ONU aux membres de la communauté humanitaire, représentants des ONG et du système des Nations Unies, déployés dans la région. « Les violences qui ont repris à Bangui font suite à la décision d'un groupe politico-militaire de descendre menacer la quiétude des citoyens, et qui ont abouti à des affrontements », a expliqué M. Agbénonci. Et en tant que Coordonnateur humanitaire, « il était de ma responsabilité d'aller voir quelles pouvaient être les conséquences sur les populations de Kaga-Bandoro, lieu de départ de ce mouvement », a-t-il indiqué.

Sur place, M. Agbénonci a été accueilli par le Chef du Bureau régional de la MINUSCA à Kaga-Bandoro, Renner Onana, avec qui il a passé en revue les efforts déployés par la Mission et les défis relatifs à la restauration de l'autorité de l'Etat et des Travaux à Haute intensité de Main d'œuvre (THIMO). Car, souligne-t-il,

« les opportunités de vie comme les Travaux à haute intensité de main d'œuvre et les Projets à impact rapide (QIP's) offrent l'occasion de travailler ensemble et reconstruire le pays. Soutenir la cohésion va au-delà des discours, mais consiste à amener les gens à travailler ensemble autour de grands idéaux, de grands desseins visant à ramener la paix », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial adjoint a également rencontré le Préfet de la de Nana- Gribizi, Gaston Yendemo, qui a exprimé la satisfaction des autorités quant à l'appui reçu des Nations Unies et de la communauté internationale. « J'ai été heureux de voir des femmes satisfaites de l'opportunité de se prendre en charge à travers les QIP's et les THIMO que leur donne la Mission », s'est réjoui Aurélien Agbénonci, appelant au courage et à la résilience, et plaidant en faveur de davantage de cohésion entre les humanitaires et le système des Nations Unies. Avec la récente crise, dira-t-il, « nous avons constaté que le danger ne fait pas de dis-

inction: les attaques et pillages des ONG doivent être une leçon. Lors des difficultés, nous devons rester unis. Travailler en synergie ».

Le Représentant spécial adjoint était accompagné, entre autres, du Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Mohamed Malik Fall, du Chef du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), François Goemans, et du Chef de la Section des Affaires civiles de la MINUSCA, Laurent Guépin, du Responsable des THIMO, Aderemi Aïbino et d'autres experts •





EN BREF

■ **LE 9 OCTOBRE**, trois blessés par balles lors des événements de la fin du mois de septembre ont été transportés par la MINUSCA de Yaloké vers Bangui pour recevoir des opérations chirurgicales plus appropriées.

■ **LA FORCE DE LA MINUSCA** a assuré la sécurité de sept véhicules du Programme alimentaire mondial (PAM) de Bossembélé à Bangui. Ils sont arrivés sans aucun incident.

■ **LA MINUSCA** continue d'assurer ses opérations de soutien au gouvernement de la Transition dans le processus électoral en cours. Pour le début mois d'octobre, la Force a sécurisé les opérations de récupération du matériel électoral à Sosso-Nakombo, Dede Mokouba, Carnot, Mbali et Mboula.

■ **AU TOTAL 4721** patrouilles terrestres et aériennes ont été effectuées à travers le pays du 7 au 14 octobre. Les zones ayant bénéficié plus d'attention sont pour le secteur Centre : Kaga Bandoro, Ndélé, l'axe Kaga Bandoro-Mbrés, l'axe Damarra-Nguerengou, et l'axe Dekoa-Sibut, l'axe Grimari-Bambari, l'axe Sibut-Damara et celui reliant Damara à Bangui. Pour le secteur Est, il s'agit de Bria, Bangassou, Rafai, Yalinga, Zemio, Obo et Birao. Pour ce qui concerne le secteur Ouest ce sont Boali, Bossembélé, Yaloké, Bossentélé, Bouar, Beloko.

■ **AU COURS DES ÉVÈNEMENTS DE FIN SEPTEMBRE**, plusieurs armes ont été saisies par la MINUSCA : sept pistolets de type artisanal avec deux cartouches, lors d'une fouille au niveau du check point à l'entrée de Bangassou. Lors d'une interpellation, un

fusil de type AK, un chargeur garni de 24 cartouches et une grenade ont également été pris.

■ **700 PATROUILLES NOCTURNES** et diurnes ont été effectuées par la police de la MINUSCA, du 7 au 14 octobre. En outre, les UPC ont effectué près de 900 activités de soutien opérationnel. Grâce à l'appui des Casques bleus militaires, les patrouilles sont menées d'une manière renforcée dans tous les arrondissements.

■ **L'ÉTAT-MAJOR CONJOINT DE BANGUI** avec des renforts de la Force de la MINUSCA et la force française SANGARIS, continue de renforcer la sécurité dans les sites clés, et réagit à des rapports de pillage et d'accumulation des foules pour prévenir de nouveaux troubles et protéger les civils. ●

SÉCURITÉ : LA SITUATION EN VOIE DE STABILISATION À BANGUI

La situation générale de sécurité dans la ville de Bangui « *est plus stable à présent* », a annoncé le 14 octobre, le chef de la Police de la MINUSCA, Luis Carrilho. C'était au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission.

La police de la MINUSCA et les forces de sécurités intérieures (armée, police et gendarmerie) et internationales (force française SANGARIS) ont collaboré pour restaurer la sécurité à Bangui et dans les provinces.

Ainsi, les voies principales de la ville de Bangui ont pu être débarrassées des barricades qui les jalonnaient. La liberté de circulation a, de ce fait, pu être restaurée, notamment, sur la route menant vers l'aéroport M'Poko. Sur cet axe particulièrement, les forces de sécurité avaient rencontré une forte résistance, avec vingt-sept (27) barricades. Ces dernières ont été démantelées en une seule journée grâce à une action robuste.

La Police de la MINUSCA a assuré la protection des civils par des extractions des personnes qui se trouvaient en situation difficile, escorté des personnes, déplacé des biens dans des lieux stratégiques, sécurisé des bâtiments publics, tels que des dépôts pharmaceutiques, des stations d'approvisionnement d'essence, etc. Par exemple, elle a assuré l'escorte du personnel de plusieurs ONG dans l'exercice de leurs différentes activités, assuré l'escorte du personnel de l'hôpital central de Bangui.

Cette action concertée a été renforcée par le Centre Opérationnel Conjoint (COC) qui a permis de gérer les

informations reçues en vue d'un traitement optimal.

Il est à noter que depuis le 30 septembre, un transfert temporaire de commandement de la Police de la MINUSCA vers la Force de la MINUSCA a été effectué. Plusieurs réunions en matière de sécurité ont eu lieu à Bangui et dans l'intérieur du pays. Les forces internationales en liaison avec les forces de sécurité intérieure centrafricaines poursuivent leur mission de sécurisation conformément au Mandat. ●



UN Photo / MINUSCA / Archive

UN TRIBUNAL SPÉCIAL POUR JUGER LES CRIMES COMMIS EN RCA*



UN Photo / MINUSCA / Archive

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique Centrale préconise le jugement des crimes commis en République centrafricaine par un tribunal spécial. Pour Abdoulaye Bathily, « dans les événements qui nous ont amenés là, il y a des responsabilités. Et moi, je parle maintenant en mon nom personnel. Il y a en politique des valeurs fondamentales : la cause du peuple, la démocratie, la paix. » Il a aussi précisé que lorsqu'à partir d'un certain moment on constate qu'on n'a pas réalisé ce pourquoi on s'est engagé, il faut avoir la générosité d'esprit de s'effacer pour laisser à d'autres le soin d'essayer. En ce qui concerne les anciens présidents de la République centrafricaine, François Bozizé et Michel Djotodia, Abdoulaye Bathily a estimé qu'ils ont été partie prenante de cette crise très grave. Et de souligner que pendant le forum de Bangui, toutes les voix se sont élevées pour dire qu'il faut mettre fin à l'impunité, rappelant qu'il a même été proposé un tribunal spécial sur les crimes commis en Centrafrique. « Et je crois qu'il faut aller dans ce sens-là », a-t-il indiqué. ●

*Interview accordée à Rfi

LE CALME EST REVENU À SIBUT



UN Photo / MINUSCA / Archive

Après que des tentatives de perturber la sécurité de la capitale Bangui par des groupes armés aient échoué à Sibut (préfecture de la Kemo, 189 Km de Bangui), le

calme est enfin revenu dans la localité.

Le 10 octobre, la Force de la MINUSCA, appuyée par la Force française SANGARIS, avait, en effet, riposté à des tirs en provenance d'un groupe armé affilié au FPRC. Ces derniers venaient de forcer le passage malgré l'ultimatum des forces internationales, pour se rendre à Bangui en passant par les chemins de transhumance.

Ils avaient été aperçus, depuis le 5 octobre, dans le village de Ouolo le long de l'axe Dekoa-Mala. Après plusieurs pourparlers avec les forces internationales, ils avaient refusé de rebrousser chemin, cherchant plutôt à forcer le passage vers Bangui.

Certains récalcitrants sont morts. Les personnes blessées au cours de l'opération ont reçu les premiers soins de la MINUSCA. Le Chef du FPRC a par la suite demandé un cessez le feu, pour récupérer et enterrer les morts, faire soigner les blessés et organiser le reste de ses hommes pour rejoindre les lieux respectifs de provenance.



LA MINUSCA SOUTIENT LES VICTIMES DE LA RÉCENTE CRISE

Après les événements tragiques qui ont ébranlé la capitale centrafricaine, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Diane Corner, s'est rendue le mardi 6 octobre 2015, à la Mosquée centrale de Bangui, située au PK 5, 3^e Arrondissement, et aux Eglises Saint Michel et Elim du 5^e Arrondissement. Le mercredi 7, elle s'est rendue sur le site de la Mosquée de Lakouanga, dans le 2^e Arrondissement.

A la mosquée centrale, Diane Corner a eu des échanges avec l'Imam Moussa Naibi. « *Nous regrettons tout ce qui s'est passé* », a dit l'Imam à Diane Corner, avant de souhaiter que la lumière soit faite sur les commanditaires de ces actes

et a prôné la compréhension entre les communautés avant même l'étape de la réconciliation. L'Imam a aussi parlé de plus de 400 familles déplacées vivant dans et autour de la Mosquée.

A l'Eglise Saint Michel, l'Abbé Guy Charly Mamounlayen fera faire le tour des dégâts enregistrés le dimanche 27 septembre : une école et salle de réunion dévastées par les flammes, et dans laquelle il ne subsiste plus aucun meuble.

A l'Eglise protestante Elim, le Révérend Nicolas Guerekoyame-Gbangou a également présenté ce qui restait de la barbarie fulgurante qui, en quelques minutes, a réduit en cendres son complexe : école détruite, maison d'habitation religieuses calcinée, presbytère

anéanti par les flammes.

Quant à la Mosquée de Lakouanga, vieille d'une cinquantaine d'années, détruite quelques mois auparavant et reconstruite grâce à une exemplaire solidarité des chrétiens du 2^e arrondissement, elle vient d'être à nouveau victime de destruction et pillage.

C'est pourquoi à toutes ces communautés affectées, Diane Corner a réitéré l'engagement de la MINUSCA à travailler avec ceux qui croient en la paix avant de renouveler l'engagement de la mission à accomplir son mandat de stabilisation en République centrafricaine, tout en appelant les religieux à jouer leur part dans le processus de paix afin que les événements de ces derniers jours ne se répètent plus. ●

BANGUI : LA MINUSCA À L'ÉCOUTE DES HABITANTS DE BOY-RABE



UN Photo / MINUSCA/ Archive

de la Mission, dont celles en charge de la Protection des civils, des Droits de l'Homme, des Affaires politiques, des Affaires civiles, de la Protection de l'enfant, du Programme Démobilisation, Désarmement, Réinsertion (DDR), des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) et du Service de Lutte Anti-mines (UNMAS), s'est rendue le mercredi 14 octobre 2015 au quartier Boy-Rabe, dans le quatrième arrondissement de Bangui, considéré comme l'un des quartiers les plus périlleux de la capitale.

L'objectif de cette visite était de jeter les bases d'une étroite collaboration entre la MINUSCA et les populations civiles, surtout après les violences survenues ces dernières semaines dans le pays. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par la Mission pour assurer la protection des populations civiles, conformément à son mandat.

C'est donc sur la base de la confiance

Une importante délégation de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations

Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), regroupant plusieurs composantes

mutuelle que les échanges interactifs ont eu lieu, au sein de la paroisse catholique Saint Bernard dudit quartier ayant servi de cadre pour cette rencontre. Occasion pour les habitants de lever le voile sur nombre de leurs préoccupations parmi lesquelles « la perception négative » souvent attribuée à leur quartier, les perspectives d'emploi pour les civils et de réinsertion pour les ex-combattants, ainsi que leur souhait d'une meilleure compréhension du mandat de la MINUSCA, notamment au plan de ses capacités de réponses et de ses limites.

« Nous n'avons pas eu le temps

d'écumer tous les sujets, mais avons pu relever beaucoup de préoccupations. Nous pensons nécessaire de continuer ce dialogue, et nous sommes mis d'accord pour avoir des réunions dédiées à des projets que nous pouvons essayer de soutenir dans la zone, en plus ceux qui existent déjà », a promis M. Martin à l'issue de cette rencontre, qui s'étendra à tous les arrondissements de Bangui et partout ailleurs où le besoin se fera sentir.

Il convient de rappeler que dans le ledit quartier est en cours de construction, un complexe culturel et sportif comprenant, entre autres,

six salles de formation polyvalentes et équipées, pouvant servir d'ateliers de coiffure, de couture et de salle multimédias ; une bibliothèque (avec un bureau et un magasin), et une salle de réunion et de spectacles d'une capacité d'accueil de 500 personnes. Un projet à Impact rapide (QIP) cofinancé à hauteur d'un million de dollars par la MINUSCA, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). ●

CONVOIS COMMERCIAUX : LA MINUSCA POURSUIT LA SECURISATION DE L'AXE BOUAR-BANGUI



Rich Photo / Archive

Le trafic sur la route principale numéro 1 (MSR-1) a repris le 13 octobre, après une période de plusieurs jours de grève des transporteurs. 86 véhicules ont quitté Bouar vers Bangui, escortés par la Force de la MINUSCA, à travers son contingent Bangladais.

En effet, une semaine après la récente crise de fin septembre, la Force de la MINUSCA a repris ses opérations d'escorte des véhicules sur tous les axes. Elle a, cependant,

rencontré des résistances de la part des groupes armés qui cherchaient à asphyxier Bangui en empêchant le transport des marchandises sur la MSR-1. Car, malgré les mesures de sécurisation auparavant mises en place par la Force sur cet axe à haut potentiel économique, un groupe de bandits a ouvert le feu sur un convoi de 85 véhicules commerciaux le 07 octobre, faisant un mort et trois blessés parmi les conducteurs et les passagers.

La Force de la MINUSCA continue d'adopter de nouvelles stratégies pour mettre hors d'état de nuire tout groupe armé qui tenterait encore de bloquer la circulation sur les voies routières. Elle a même recours à des appuis aériens, grâce à ses hélicoptères, pour localiser et neutraliser désormais les bandits armés embusqués.

Il faut noter que des actions musclées menées par les Casques bleus commencent à donner des résultats : c'est le cas des attaques des 7 et 8 octobre sur la MSR1, où l'escorte a riposté avec fermeté, tuant 2 assaillants et blessant plusieurs autres. Le 9 octobre sur la MSR2 un assaillant a été tué et plusieurs ont été blessés, une grenade et 2 fusils de chasse ont été récupérés par la Force de la MINUSCA.

Rappelons que dans le cadre de son mandat, la Force de la MINUSCA a pour rôle de faciliter l'acheminement immédiat, en toute sécurité et sans entrave, aussi bien de l'aide humanitaire que des personnes et des biens. ●

LA MINUSCA APPELLE LES GROUPES ARMÉS À RESPECTER LEURS ENGAGEMENTS



UN Photo / MINUSCA / Archive

Devant le non-respect de l'Accord de Cessation des Hostilités de Brazzaville de Juillet 2014 et l'Accord DDR du Forum de Bangui de mai 2015, eu égard aux récentes violences survenues fin septembre et fin octobre à Bangui, la MINUSCA a appelé tous les groupes armés à respecter les engagements pris.

Aux éléments affiliés aux Anti-Balaka et Ex-Seleka, la Mission a réitéré sa forte détermination à empêcher les éléments de tous les groupes armés à causer du tort à la population civile, comme elle l'a démontré par l'action

robuste menée au nord de Sibut les 10 et 12 octobre. Elle leur a, par ailleurs, clairement notifié que « ces accords n'étaient pas ouverts à la négociation », non sans avoir demandé aux chefs de regrouper et désarmer leurs éléments en vue d'entamer les activités de pré-DDR.

Concernant le désarmement, le Représentant spécial du Secrétaire a indiqué que « ce processus prendra du temps comme dans d'autres pays du monde ayant vécu la même expérience. On ne peut pas organiser un désarmement musclé, et c'est important que tout le monde le

comprenne car un désarmement musclé est synonyme de guerre », a-t-il dit, soulignant que « la MINUSCA n'a pas pour mandat de faire la guerre, mais plutôt de maintenir la paix et de protéger les populations civiles ». Aussi, a-t-il appelé les chefs de guerre à coopérer au désarmement volontaire.

Le Chef de la MINUSCA a, de ce fait, averti que « ceux qui veulent prendre le pouvoir par les armes ne passeront pas ». Car, « nous attendons des moyens supplémentaires, en plus du renforcement de nos effectifs, et nous y parviendrons », a-t-il conclu. ●



UN Photo / MINUSCA / Archive



EN LIGNE | ONLINE

MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>